

# CHRONIQUE

## de la Semaine

Bimensuel d'informations générales, d'analyses et de publicité  
www.chroniquedelasemaine.com

Renforcement de l'axe Lomé-Bichkek :

## Le Président du Conseil accueilli en grande pompe à Kirghizistan

P.2



Le Président du Conseil du Togo, Faure Gnassingbé accueilli en grande pompe par le Président de la République du Kirghizistan, SEM Sadyr Japarov

Discours à la Nation du Président du Conseil à l'occasion du 27 avril 2026 :

**« Les attentes de nos concitoyens sont connues. Elles sont légitimes »,** P.7  
Faure GNASSINGBÉ

Littérature :  
**A seulement 13 ans, Pamela Atitso dédicace «Le cercle des cigales»** P.2



Le pape Léon XIV en Afrique :  
**Une tournée à forte portée spirituelle et géopolitique** P.7



Célébration du 66<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance du Togo :  
**Un imposant défilé militaire, paramilitaire et civil a marqué la fête** P.5



Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de faciliter le passage au péage.



## AMU : «**Nous voulons être des bénéficiaires effectifs**», dicit Pouli Germain

Un atelier de formation et de sensibilisation sur l'extension de l'Assurance maladie Universelle (AMU) aux Travailleurs non salariés (TNS) a regroupé les journalistes privés des cinq régions du Togo, le vendredi 17 avril à Kara.

La rencontre est initiée par la Coordination des organisations de presse du Togo (CONAPP, URATEL, PPT, ATOPEL, UJIT, SYNJIT, OPPEL) sous le haut patronage du Président du Conseil. Elle s'inscrit dans la dynamique nationale de l'extension de la couverture sanitaire universelle portée par le

gouvernement. C'est un atelier de formation et de sensibilisation sur l'extension de l'Assurance maladie Universelle (AMU) aux Travailleurs non salariés (TNS) a regroupé les journalistes privés des cinq régions du Togo, le vendredi 17 avril à Kara.



gouvernement.

Cet atelier a regroupé les professionnels des médias de la presse écrite, audiovisuelle et en ligne essentiellement du secteur privé. L'objectif est de renforcer le rôle des acteurs de la

dants, artisans, commerçants et agriculteurs y compris eux-mêmes.

Au cours des travaux, les participants ont été édifiés sur les réalités de cette assurance à travers les communications relatives à l'Institut na-



tional d'assurance maladie (INAM) et à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), actrices de la mise en œuvre de l'AMU-TNS), suivies de séances pratiques de renforcement de capacités.

Le secrétaire général de la Haute autorité de régulation de la communication (HARC), Richard Solitoki, a salué cette initiative et rappelé le rôle stratégique des médias dans la sensibilisation du public. Il a souligné que les journalistes des médias privés ayant longtemps porté la voix de l'AMU, méritent d'en bénéficier aussi.

Le directeur de cabinet du ministre de la Communication, Franck Missite a souligné l'importance stratégique des médias dans la réussite de cette réforme majeure. Il a relevé la double ambition des professionnels des médias, s'outiller pour mieux informer les populations et bénéficier eux-mêmes de cette réforme

afin de contribuer à réduire les inégalités sociales et à garantir un accès équitable aux soins de santé pour l'ensemble des citoyens.

Le représentant de la coordination des organisations de presses du Togo, président du CONAPP, Pouli Germain, a salué une initiative « opportune » qui arrive à un moment crucial où le Togo accélère l'inclusion des travailleurs non salariés dans le système de couverture sanitaire. « Pendant longtemps, les journalistes privés sont restés en marge de la couverture santé. Avec cette extension, nous voulons être des bénéficiaires effectifs tout en jouant pleinement notre rôle de sensibilisation dans la lutte contre la désinformation en vue de favoriser une large adhésion à l'AMU-TNS », a-t-il affirmé. Il a rappelé au passage, les démarches entreprises auprès des institutions de gestion de l'AMU, en vue d'un partenariat durable, avant

d'exprimer sa reconnaissance au Président du Conseil pour son engagement personnel.

Le secrétaire général du gouvernement de la Kara, Gountibote Gnigbangou a insisté sur la portée sociale de l'AMU, qui incarne une ambition nationale forte, celle de garantir à chaque citoyen un accès équitable aux soins de santé. Il a exhorté les journalistes à jouer correctement leur partition afin que le secteur informel bénéficie pleinement des avantages de cette réforme. « Vous êtes les vecteurs de confiance et les artisans de l'appropriation citoyenne de cette réforme », a-t-il renchéri.

Abondant dans le même élan, le préfet de la Kozah, Bonfo Faré et le maire de la commune Kozah 1, N'Djelle Abby Edah ont salué la volonté politique des plus hautes autorités du pays dans la mise en œuvre effective de cette réforme. Ils ont mis en lumière les efforts du gouvernement pour améliorer l'accès aux soins à travers des réformes structurantes, dont le déploiement progressif de l'AMU et le lancement récent du dispositif dédié aux travailleurs non-salariés (AMU-TNS). « Les journalistes constituent un pont essentiel entre les politiques publiques et les citoyens », a fait remarquer le préfet, invitant ces derniers à accompagner le gouvernement dans cette démarche.

Carole A.

## Littérature : A seulement 13 ans, Pamela Atitso dédicace «**Le cercle des cigales**»

Le Centre togolais des expositions et foires (CETEF), a abrité les 24 et 25 avril 2026, après plusieurs années d'interruption, le retour de la Foire internationale du livre de Lomé (FI2L). Portée par l'Association des écrivains du Togo (AET) et le Club Le Littéraire, en partenariat avec le CETEF, cette 6e édition placée sous le thème « Écrire le monde qui vient », marque une relance attendue dans un contexte de structuration de la filière du livre au Togo. Ce retour a été une occasion à une jeune écrivaine de se faire découvrir et de dédicacer son tout premier ouvrage intitulé «**Le cercle des cigales**».



Alors que la plupart des jeunes de son âge se concentrent uniquement sur leurs études, Pamela Maël Essi Atitso, à seulement 13 ans, s'apprête à faire une entrée remarquée sur la scène littéraire togolaise. Très excellente dans les études, Pamela est élève en classe de quatrième, entrepreneure

précoce et désormais autrice. Elle a dédicacé son tout premier ouvrage, «**Le Cercle des Cigales**», le 25 avril dernier.

« Pour moi les élèves sont considérés comme étant des cigales, ils s'agitent, font du bruit et se querellent parfois pour un rien pourtant l'instant d'après ils oublient leur désaccord pour retrouver le chemin de l'amitié c'est cette



capacité à pardonner et à rester unis qui m'a inspirée, voilà pourquoi j'ai choisi ce titre, (Le cercle des cigales)», a-t-elle expliqué.

Un ouvrage qui présente les caprices, la tolérance et l'amitié entre élèves dans les établissements scolaires. Par ce livre Pamela valorise la tolérance en milieu scolaire entre élèves et invite le lecteur à retrouver son propre souvenir d'enfance, les bons moments sur les bancs et à les partager. Elle s'est réjouie du soutien de ses parents et de l'engouement des gens autour de son ouvrage.

Du côté de son école, c'est la joie et la satisfaction.

« Nous sommes très émus par rapport à ce travail abattu par une de nos élèves. Nous sommes honorés par ce travail abattu par une gamine de treize ans qui est de notre établissement. Nous sommes vraiment très ravis et je ne peux que la féliciter et je prie qu'elle aboutisse et que ses vœux soient exaucés », s'est réjoui Emmanuel Paka, Directeur de l'école de Pamela.

Daniel A.

**CHRONIQUE**  
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest  
Récépissé n°0338/05/03/08  
28 BP : 23 Lomé - Togo  
Tél: 92 40 38 43/70 35 35 97  
Société de Presse : CHRONIQUE  
DE LA SEMAINE SARL-U

**Responsable**  
Julienne Pawimondom  
BELEI-ALIZIOU

**Directeur de la Publication**  
Daniel E. ASSOTE  
Tél. 92 40 38 43

**Rédactrice en Chef**  
Ampiaba AGHEY-LAWSON

**Rédaction**  
Carole A., Daniel A., Kapo A.

Imprimerie SDR/Tirage : 2000 ex.



Discours à la Nation du Président du Conseil à l'occasion du 27 avril 2026 :

## « Les attentes de nos concitoyens sont connues. Elles sont légitimes », Faure GNASSINGBÉ

Après avoir présidé dans la matinée du lundi 27 avril 2026 à la place des fêtes à Lomé, le défilé militaire, paramilitaire et civil, riche en couleurs et en sonorités nationales, marquant le 66ème anniversaire de l'indépendance de la république togolaise, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, Chef du gouvernement, Chef suprême des armées s'est adressé dans la soirée par un discours solennel à la nation. Une occasion pour lui de rappeler à ses compatriotes le vrai sens de l'indépendance d'une nation comme celle du Togo.

Il a exhorté les filles et fils du Togo à retrousser les manches dans l'union pour rendre concret l'indépendance. Car selon lui, « l'indépendance n'est pas un acquis. C'est une responsabilité permanente. L'indépendance ne se résume pas à une date. Elle ne se résume pas à un symbole. Elle est une exigence de tous les jours. Être indépendant aujourd'hui, ce n'est pas seulement être souverain en droit. C'est se donner les moyens d'agir concrètement ». Le Président du Conseil a rassuré tout le peuple togolais qu'il est à l'écoute de ses cris et de ses attentes légitimes. Pour Faure GNASSINGBÉ « l'indépendance ne prend tout son sens que si elle améliore la vie quotidienne. Les attentes de nos concitoyens sont connues. Elles sont légitimes. »

L'intégralité du discours de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBÉ.

Togolaises, Togolais.

En ce 27 avril, notre Nation se rassemble. Elle se souvient. Elle honore. Elle célèbre. Elle célèbre un moment fondateur. Un moment de courage. Un moment de dignité. L'indépendance du Togo. Il y a 66 ans, le Togo faisait un choix décisif. Le choix de la liberté. Le choix de la souveraineté. Le choix de la dignité. Ce fût un combat porté par des femmes et des hommes déterminés. Un combat pour la maîtrise de leur destin. Un combat pour notre avenir.

Aujourd'hui, au-delà du souvenir et de la célébration de ce combat, nous devons aussi nous en inspirer pour regarder devant nous. Car l'indépendance n'est pas un héritage. C'est une responsabilité. Une responsabilité vis-à-vis de notre histoire. Une responsabilité vis-à-vis de notre présent. Et surtout, une responsabilité vis-à-vis de notre avenir.

Dans un monde plus incertain, plus instable, plus exigeant, les défis sont nombreux : sommes-nous capables de faire vivre cette indépendance ? Sommes-nous capables de la renforcer ? Sommes-nous capables de la traduire en progrès concret pour chaque Togolaise et chaque Togolais ? C'est à ces questions que nous devons répondre. Et c'est dans cet esprit que je voudrais partager avec vous cinq convictions essentielles pour notre avenir collectif.

Mon premier message est que l'indépendance n'est pas un acquis. C'est une responsabilité permanente. L'indépendance ne se résume pas à une date. Elle ne se résume pas à un symbole. Elle est une exigence de tous les jours.

Être indépendant aujourd'hui, ce n'est pas seulement être souverain en droit. C'est se donner les moyens d'agir concrètement. C'est être capable de décider par nous-mêmes, de produire par nous-mêmes, de protéger notre pays et notre popula-

tion, et enfin de maîtriser notre destin collectif.

L'indépendance réelle, elle se mesure. Elle se mesure à la solidité de nos institutions, à la vitalité de notre économie et à la cohésion de notre société. Elle se mesure à notre capacité à faire des choix et à les assumer. C'est cette indépendance-là que nous devons continuer à construire. Une indépendance concrète. Une indépendance exigeante. Une indépendance responsable. Une indépendance qui ne se proclame pas, mais qui se démontre tous les jours.

Mon deuxième message est que, dans le monde d'aujourd'hui, la souveraineté et la résilience sont des conditions de notre indépendance. Le monde a changé. Il est plus incertain, plus fragmenté et aussi plus dangereux. Dans notre région, les défis sécuritaires persistent. Au niveau mondial, les tensions se multiplient. Les équilibres se fragilisent. Les financements deviennent plus rares. Dans ce contexte, nous devons être lucides. Nous devons être surtout solides.

La souveraineté n'est plus un principe abstrait. Elle est une nécessité. Elle signifie réduire nos dépendances, sécuriser ce qui est essentiel, être en mesure de faire face aux chocs.

La souveraineté ne signifie pas se fermer. Elle ne signifie pas s'isoler. Au contraire. Elle suppose d'être ouverts. Mais d'être ouverts avec lucidité. Elle suppose des partenariats équilibrés, une diplomatie active et un engagement régional fort.

Mon troisième message est que pour célébrer l'indépendance, il faut d'abord répondre aux attentes de la population.

L'indépendance ne prend tout son sens que si elle améliore la vie quotidienne. Les attentes de nos concitoyens sont connues. Elles sont légitimes. Elles concernent l'emploi, en particulier pour les jeunes. Elles concernent l'accès à l'eau, à l'électricité, à la santé, à l'éducation.

Elles concernent aussi les conditions de vie et la dignité. Elles concernent aussi l'équité entre les territoires et entre les populations.

Face à ces attentes, la responsabilité de l'État est claire. Apporter des réponses concrètes. Des résultats. Pas des promesses. Des actions visibles. Et c'est dans cet esprit que le Gouvernement agit. Et c'est dans cet esprit que nous préparons aujourd'hui la prochaine étape de notre action collective.

Mon quatrième message concerne cette prochaine étape : pour consolider notre indépendance, nous devons préparer l'avenir. C'est tout l'enjeu de notre feuille de route pour les 6 prochaines années. Cette feuille de route s'inscrit dans la continuité de nos efforts. Nous avons engagé des réformes. Nous avons obtenu des résultats. Nous avons posé des bases. Nous devons maintenant aller beaucoup plus loin avec plus de discipline, plus de clarté mais plus d'impact. Cette nouvelle étape repose sur trois exigences qui s'imposent à l'action du Gouvernement.

Ces trois exigences, je les ai déjà présentées devant vous, dans mon discours de fin d'année : Protéger, Rassembler, Transformer. Ce ne sont pas des slogans. Ce ne sont pas juste des mots. Ce sont véritablement les principes qui guideront l'action du Gouvernement dans les années à venir.

Des principes concrets, des principes opérationnels, des principes qui vont se traduire dans votre vie quotidienne.

C'est pourquoi je veux prendre un moment pour revenir sur leur sens.

Protéger c'est d'abord sécuriser les fondations de la République. Protéger notre territoire, c'est garantir la paix et la sécurité. C'est assurer la présence de l'État partout, y compris dans les zones les plus exposées notamment au Nord de notre pays. Protéger notre population, c'est garantir aussi les conditions d'une vie digne. C'est faire en sorte



Faure Gnassingbé, Président du Conseil prononçant le discours

qu'un village ait accès à l'eau, qu'un quartier ait de l'électricité, qu'une famille puisse se soigner, qu'un enfant puisse aller à l'école. Protéger notre pays enfin, c'est aussi préparer l'avenir, c'est être capable de faire face aux chocs notamment climatiques, c'est réduire nos dépendances, c'est s'assurer que nous avons les réserves de nourriture, d'eau, d'énergie dont nous avons besoin. Protéger, c'est donc le socle fondamental sans lequel aucune autre politique publique ne peut tenir.

Rassembler : Rassembler, c'est assurer notre cohésion nationale. C'est rassembler notre territoire et réduire les inégalités entre régions. C'est faire en sorte que le développement soit mieux réparti. C'est donner aux collectivités les moyens d'agir. Rassembler notre population, c'est ensuite lutter contre la pauvreté et contre les inégalités. C'est permettre à chacun de trouver sa place dans la société.

Rassembler notre pays, c'est aussi renforcer le lien entre l'État et les citoyens, par le dialogue et la transparence.

C'est construire la confiance dans des institutions efficaces et dans une justice fiable. Rassembler, c'est donc garantir l'équilibre.

Transformer enfin, c'est changer durablement notre économie. C'est transformer notre territoire et moderniser notre agriculture. Produire mieux, transformer localement et créer plus de valeur ici pour nos concitoyens. Transformer, c'est aussi investir dans les bonnes compétences pour notre population. C'est former nos jeunes aux métiers dont notre économie a besoin et faire grandir les talents. C'est faire en sorte que chaque formation mène à un emploi décent et durable dans l'agriculture, dans l'industrie et dans les services. Transformer notre pays enfin, c'est aussi renforcer nos infrastructures logistiques et notre capacité industrielle. Des routes qui relient nos marchés entre eux, et qui permettent d'acheminer nos

productions vers les marchés de nos voisins. Un port performant qui facilite les échanges dans l'ensemble de la sous-région. Des zones industrielles où nos entreprises peuvent investir, produire, se développer. C'est faire en sorte que davantage de richesses soient produites ici, au Togo. Transformer, c'est donc la dynamique. Protéger. Rassembler. Transformer. Un socle, un équilibre, une dynamique. Ces trois exigences forment un tout au service de notre population, de notre territoire, de notre pays.

Pour finir, mon cinquième et dernier message est que l'avenir du Togo se construira avec tous les Togolais. Une stratégie, aussi bonne soit-elle, ne réussit pas seule. Elle ne réussit que si elle est portée, partagée, appropriée. La Ve République nous engage à changer notre manière de faire. Je souhaite une action publique plus ouverte, plus concertée, plus responsable. Dans les prochaines semaines, une phase d'échanges sera engagée, avec les institutions, avec le secteur privé, avec la société civile, avec nos partenaires, pour enrichir la réflexion du gouvernement autour de l'élaboration de cette feuille de route. Pour la partager. Pour la parfaire. Pour la faire vivre. Car cette stratégie ne peut réussir que si elle vous appartient à tous.

Mes chers compatriotes,

L'indépendance n'est pas un souvenir. C'est un projet. Un projet exigeant. Un projet collectif. Un projet pour l'avenir. Un projet qui nous oblige aussi mais surtout qui nous rassemble. C'est ensemble que nous devons continuer à construire un Togo plus souverain, plus résilient, plus juste, et plus prospère.

Que Dieu bénisse notre pays le Togo.

Vive la République.  
Vive le Togo.



## CEDEAO : « Aucun pays ne peut éliminer le paludisme isolément », a déclaré le Dr Melchior Aïssi

Les ministres de la Santé des États membres de la CEDEAO se sont réunis le 25 avril à Freetown dans le cadre de la 27e session ordinaire pour adopter un cadre stratégique régional visant à éliminer le paludisme dans l'ensemble de la région ouest-africaine au cours de la prochaine décennie.

Initiée par l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS), cette 27e session ordinaire marque un tournant décisif dans la lutte contre le paludisme, qui reste l'un des principaux fléaux sanitaires de la région.

« Aucun pays ne peut éliminer le paludisme isolément », a déclaré le Dr Melchior Aïssi, directeur général de l'OOAS, en appelant à une

« approche régionale coordonnée, fondée sur la solidarité et l'harmonisation des interventions ».

Parmi les mesures phares attendues : l'adoption du cadre régional pour l'élimination du paludisme et de la Charte de Freetown, qui devrait engager les États membres à renforcer leurs investissements domestiques dans la santé



Si le Cap-Vert a été certifié pays exempt de paludisme, les progrès régionaux restent fragiles.

Le ministre sierra-léonais de la Santé, Dr Austin Demby, a souligné le ralentissement

mondial des avancées depuis 2015, la baisse des financements extérieurs et l'impact croissant du changement climatique sur la transmission de la maladie.

L'Assemblée, qui se poursuit jusqu'au 26 avril, doit également examiner le rapport annuel 2025 de l'OOAS et aborder des priorités connexes comme le financement domestique, l'allaitement maternel exclusif et l'adaptation des systèmes de santé au changement climatique

Carole A.

## Diplomatie : Que comprendre des piliers de la stratégie du Togo pour le Sahel

Une réunion de haut niveau consacrée à la présentation de la Nouvelle Stratégie du Togo pour le Sahel (2026-2028) a lieu le samedi 18 avril 2026 à Lomé.

Elle a réuni plusieurs pays, notamment le Burkina Faso, le Niger, le Mali et le Togo, ainsi que des organisations régionales et continentales telles que la CEDEAO et l'Union africaine.

La rencontre a été dirigée par le ministre togolais des affaires étrangères, Prof Robert Dussey en présence du président de la Commission de la CEDEAO, Omar Touré, de l'envoyé spécial de la CEDEAO pour l'AES, Lansana Kouyaté et des ministres des affaires étrangères de l'Alliance des États du Sahel (AES).

La Nouvelle Stratégie s'inscrit dans la continuité de l'engagement du Togo au Sahel et vient se substituer à l'ancienne Stratégie de 2021 qui a servi de cadre à l'action du pays au Sahel durant les quatre (4) dernières années. Elle repose sur 5 principaux piliers à savoir le dialogue politique entre le Togo et l'AES, la lutte contre le terrorisme, l'intégration des peuples, la croissance économique entre le Togo et les pays de l'AES ainsi que l'éducation, la formation et le partage des ressources dans l'espace AES et le Togo.

« Entre 2021 et 2025, il n'y avait pas la Confédération des États du Sahel. Aujourd'hui, cette entité est là et est en dehors de la CEDEAO. Nous sommes donc dans un nouveau contexte géopolitique. C'est pourquoi nous avons mis en place, sur les instructions du Président du Conseil, Faure Gnassingbé, cette 2e Stratégie pour travailler davantage à la fois avec tous les pays

du Sahel et en particulier avec ceux de l'AES », a expliqué Robert Dussey.

Le chef de la diplomatie togolaise souligne que la présence du président de la Commission de la CEDEAO et des ministres des affaires étrangères de l'AES à Lomé démontre que le Togo est non seulement un pays de paix et de dialogue mais également un pont entre l'AES et la CEDEAO ainsi que l'AES et la communauté internationale.

La réunion de haut niveau de Lomé rassemble les représentants régionaux et les acteurs internationaux pertinents. Elle vise essentiellement à présenter la Nouvelle Stratégie du Togo pour le Sahel (2026-2028) en mettant en exergue les piliers d'intervention prioritaires et la vision qui guideront l'engagement du Togo dans l'espace sahélien au cours des trois prochaines années. Cette nouvelle orientation repose sur quatre axes majeurs.

Le premier pilier met l'accent sur un dialogue politique continu avec les pays de l'AES. Lomé entend préserver des relations ouvertes avec le Burkina Faso, le Niger et le Mali, en dépit des tensions observées entre ces États et certains partenaires régionaux. Le deuxième axe concerne le renforcement de la coopération régionale et internationale. L'objectif est de favoriser une meilleure coordination entre les différents acteurs engagés dans la stabilisation du Sahel, afin d'éviter la dispersion des initiatives.

La lutte contre le terrorisme constitue le troisième pilier. Face à la menace persistante des groupes armés dans

la région sahéenne, le Togo, notamment ses zones septentrionales, reste particulièrement vigilant face aux incursions.

Enfin, le quatrième pilier repose sur la promotion de l'intégration économique régionale. Le pays mise sur le commerce et la mobilité pour consolider ses liens avec les États sahéens, dont beaucoup utilisent le port de Lomé comme hub stratégique.

La rencontre a également été marquée par des échanges bilatéraux. Parmi les personnalités présentes figurait Tatiana Dvoglennko, responsable des partenariats africains au ministère russe des Affaires étrangères. Elle a évoqué l'implication de la Russie dans la lutte contre le terrorisme au Sahel, notamment à travers le déploiement d'instructeurs mi-



litaires liés aux dispositifs Wagner puis Africa Corps au Mali et au Burkina Faso.

Elle a par ailleurs souligné les perspectives de coopération entre la Russie et le Togo, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et de la formation académique.

De son côté, le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, a salué l'initiative togolaise, insistant

sur l'importance du maintien du dialogue dans un contexte de recomposition des alliances internationales.

Un ouvrage intitulé « L'impérialisme du terrorisme », de Franklin Nyamsi, a également été présenté. Ce livre propose une analyse des dynamiques du terrorisme au Sahel et des enjeux géopolitiques liés aux interventions étrangères.

Daniel A

## Coupe de l'Indépendance 2026 :

### L'AS Gbohloe-Su triomphe au bout du suspense face à l'ASCK

L'AS Gbohloe-Su a inscrit son nom au palmarès de la Coupe de l'Indépendance au terme d'une finale haletante face à l'ASCK. Après un match fermé conclu sur un score nul et vierge (0-0) dans le temps réglementaire, les Requins Mâles ont fait la différence lors de la séance des tirs au but, s'imposant 5-4.

Dans une rencontre disputée et tactique, aucune des deux formations n'est parvenue à trouver la faille durant les 90 minutes. Solides défensivement, les deux équipes ont livré un combat intense au milieu de terrain, mais sans réussite offensive. Il a donc fallu recourir à l'épreuve fatidique des tirs au but pour départager les deux finalistes. Plus lucides et efficaces dans cet exercice, les

joueurs de Gbohloe-Su ont su garder leur sang-froid pour décrocher le trophée.

Grâce à ce sacre, les Requins Mâles succèdent au Semassi FC, vainqueur de l'édition précédente, et confirment leur montée en puissance sur la scène nationale.

Auteur d'une prestation remarquable, Djibril Bassitou a été désigné homme du match de cette finale, récompensant son impact et sa régularité tout



au long de la rencontre.

Malgré cette défaite, l'ASCK peut nourrir des motifs de satisfaction cette saison. Leader du championnat, le club de Kara reste bien positionné pour décrocher le titre de la D1 Lonato, ce qui viendrait atténuer la déception de cette finale perdue.

lequipe228.tg



## Célébration du 66<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Togo : Un imposant défilé militaire, paramilitaire et civil a marqué la fête

Le peuple togolais a commémoré le lundi 27 avril 2026, dans une ferveur patriotique, le 66<sup>e</sup> anniversaire de l'accession du Togo à la souveraineté internationale, sous le thème général « *Hospitalité et médiation, au service d'une diplomatie active pour la paix, la sécurité et le progrès socio-économique des nations* ». Plusieurs festivités ont été organisées à Lomé et dans les chefs-lieux de régions et de préfectures du pays, traduisant le caractère inclusif de cette célébration.

Dans la capitale, la célébration a été marquée à la Place des fêtes par un défilé militaire, paramilitaire et civil, riche en couleurs et en sonorités nationales, sous l'autorité du Président du Conseil,

Issoufou Mahamadou, des membres du gouvernement, des parlementaires, des représentants du Corps diplomatique, des personnalités politiques, administratives et militaires.



des moments forts de cette cérémonie.

Ce passage a été précédé d'une démonstration de sauts spectaculaires effectués par douze chuteurs du Centre d'entraînement des troupes aéroportées (CETAP).

Toutes ces parades ont mis en évidence le professionnalisme et l'esprit de cohésion des forces de défense et de sécurité mobilisées au service de la patrie, dans un environnement régional marqué par des défis sécuritaires.

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a salué la qualité des prestations des différents pelotons, puis souligné leur professionnalisme et leur engagement au service de la paix et de la stabilité.

« Je vous félicite pour la qua-

lité du défilé et pour la bonne tenue des troupes », a déclaré le Chef suprême des armées. Un autre moment marquant de la célébration a été consacré les prestations des délégations régionales représentant les bénéficiaires des initiatives présidentielles de développement socioéconomique et de renforcement de la cohésion sociale notamment, le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) et le Programme d'urgence de renforcement de la résilience et de la sécurité des communautés (PURS).

La participation de la communauté chinoise au défilé témoigne de l'ouverture du Togo à l'international et du renforcement continu de ses partenariats.

La commémoration du 66<sup>e</sup> anniversaire de l'indé-

pendance a ainsi offert l'occasion de raviver la mémoire collective, tout en réaffirmant les valeurs de souveraineté, d'unité et de solidarité nationale.

Au-delà du caractère festif, elle traduit la volonté des plus hautes autorités de poursuivre les efforts de développement, de consolidation de la paix et de renforcement de la cohésion sociale. Les festivités rappellent également l'engagement de tous les citoyens à œuvrer à la construction d'un Togo résolument tourné vers l'avenir, conformément aux nouvelles orientations gouvernementales structurées autour de trois axes, à savoir Protéger, Rassembler et Transformer.

Carole A.

Faure Essozimna Gnassingbé, Chef du gouvernement, Chef suprême des armées.

Cette cérémonie républicaine a connu la participation des responsables des institutions de la République, de l'ancien Président du Niger

Le défilé des différentes unités des corps militaires (armée de terre, armée de l'air, marine, gendarmerie), paramilitaires (police, douanes, eaux et forêts, administration pénitentiaire) et des écoles de formation militaire, a constitué l'un

## Renforcement de l'axe Lomé- Bichkek: Le Président du Conseil accueilli en grande pompe à Kirghizistan

Dans le cadre du renforcement des liens de coopération bilatérale, et de dynamisation des échanges économiques entre Kirghizistan et le Togo, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé a effectué une visite officielle d'amitié et de travail à Bichkek le 28 avril 2026. Ceci suite à une invitation du Président du Kirghizistan, SEM Sadyr Japarov.

Cette visite officielle s'inscrit dans une dynamique de consolidation des relations entre le Togo et le Kirghizistan, dans divers domaines stratégiques.

«Je remercie le Président de la République du Kirghizistan, SEM Sadyr Japarov, pour l'accueil chaleureux dans la capitale et belle ville de Bichkek. Ma visite d'amitié et de travail en terre kirghize traduit notre volonté partagée de dynamiser notre coopération bilatérale. Riches de leurs potentiels culturels et économiques, nos deux pays sont engagés à dessiner un partenariat mutuellement bénéfique dans divers secteurs», lit-on sur la page X du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé

Aussitôt arrivé, le Président du Conseil a été convié à un dîner au Parc naturel d'Etat Ala Archa, où il a été chaleureusement accueilli par le Président kirghize, dans le respect des usages protocolaires traditionnels.

Les deux dirigeants ont ensuite assisté à une exposition ethnographique consacrée à la richesse et la diversité du patrimoine culturel kirghize, dans un esprit de dialogue et de rapprochement entre les deux nations.

Il faut préciser que le séjour du Président du Conseil en terre kirghize sera marqué par des entretiens en tête-à-tête entre les deux dirigeants, ainsi que des séances de travail de haut niveau. Ces discussions seront élar-



gies aux membres de leurs délégations respectives afin de favoriser des consultations sectorielles susceptibles de jeter les bases d'un partenariat stratégique mutuellement bénéfique.

Les deux parties aborderont notamment des sujets liés aux opportunités d'investissement dans des secteurs à fort potentiel économique et social.

Plusieurs accords de coopération et mémorandums d'entente seront signés à l'issue de ces rencontres, marquant une nouvelle étape dans le renforcement des liens bilatéraux.

A Bichkek, le Président du Conseil procédera également à des visites de terrain sur des sites économiques, culturels et historiques. Ces déplacements permettront de

partager des expériences et d'explorer des modèles de développement susceptibles d'inspirer de nouvelles initiatives de coopération.

Cette visite est pleinement en phase avec la vision diplomatique du Togo, fondée sur une politique d'ouverture et de diversification des partenariats internationaux, dans un esprit de coopération gagnant-gagnant.

Depuis l'établissement de leurs relations diplomatiques en 2015, le Togo et le Kirghizistan n'ont cessé de renforcer leurs liens, notamment à travers des consultations régulières au plus haut niveau.

La présence du Président du Conseil à Bichkek marque ainsi une étape importante dans la consolidation de cette relation, avec la perspective d'un partenariat renforcé au service du développement des deux nations.

CS



## L'Université de Kara : Des infrastructures pédagogiques et administratives inaugurées

A l'Université de Kara (UK), le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a procédé le vendredi 24 avril 2026, à l'inauguration de nouveaux amphithéâtres, marquant une étape significative dans la modernisation du système universitaire togolais. Cette inauguration s'est déroulée à travers une cérémonie solennelle en présence de nombreuses personnalités politiques, administratives, militaires, religieuses et traditionnelles, ainsi que d'une forte mobilisation de la communauté universitaire.

Au-delà de l'aspect infrastructurel, la construction de cette université s'inscrit dans une vision plus large de transformation du système universitaire. Il vise notamment à améliorer les conditions d'apprentissage, renforcer la professionnalisation des formations et mieux adapter les cursus aux exigences du marché de l'emploi.

«J'ai inauguré ce jour les nouveaux amphithéâtres de l'Université de Kara, un complexe moderne dédié à la formation de nos jeunes dans des secteurs clés : agriculture, santé et innovation technologique, fruit de l'engagement concerté de nombreux acteurs que je tiens à saluer», a indiqué le Président du Conseil. Par cette inaugura-

tion, le gouvernement togolais réaffirme son ambition de bâtir un système éducatif performant, capable de former une jeunesse compétente, innovante et prête à relever les défis du développement.

«Avec des curricula conçus sur mesure pour répondre aux besoins réels du marché, cette extension marque une avancée majeure dans la transformation de notre système universitaire et le renforcement du capital humain indispensable à notre développement économique. Elle illustre notre engagement constant à offrir à la jeunesse togolaise des conditions d'apprentissage à la hauteur de ses ambitions», a souligné Faure Gnassingbé.

Réalisé par la société



Envol Immobilier, le nouveau complexe s'étend sur une superficie de 18 600 m<sup>2</sup>. Il comprend plusieurs blocs pédagogiques modernes, des bâtiments administratifs et techniques, un restaurant universitaire ainsi qu'une aire de jeux, offrant désormais aux étudiants et au personnel un cadre de travail répondant aux standards internationaux.

Lancés le 24 avril 2023, Les travaux, ont permis de doter l'université d'infrastructures structurantes. La première phase du projet comprend no-

tamment la Faculté des sciences de la santé, l'Institut supérieur des métiers de l'agriculture, l'Institut polytechnique de l'innovation, le bâtiment de la présidence ainsi qu'un restaurant universitaire moderne inspiré de l'architecture traditionnelle togolaise.

À terme, le projet prévoit également la construction de cités universitaires capables d'accueillir jusqu'à 10 000 étudiants, pour une capacité globale estimée à 30 000 apprenants.

Le ministre de l'Ensei-

gnement supérieur, Mama Oumorou, s'exprimant à cette occasion, a souligné que ces réalisations traduisent une volonté politique forte de faire de l'éducation un levier de transformation nationale, en cohérence avec les réformes engagées depuis plusieurs années.

L'Université de Kara, depuis sa création en 2004, a connu une croissance remarquable, passant d'environ 1 500 étudiants à plus de 20 000 aujourd'hui. Avec ces nouvelles infrastructures, l'institution franchit un cap important et renforce son positionnement comme pôle stratégique de formation et d'innovation.

La présidente de l'institution le Professeur Prénom HOUZOU-MOUZOU, a, au nom de la communauté universitaire, exprimé sa reconnaissance au Chef de l'État pour son engagement constant en faveur de l'enseignement supérieur. Elle a également salué la qualité de la collaboration entre les différents acteurs ayant contribué à la réalisation du projet.

## Attaques au Mali: Assimi Goïta sort du silence et assure que la situation est «maîtrisée»

Le chef du gouvernement malien Assimi Goïta, dont on ignorait le sort depuis les attaques sans précédent lancées par des groupes armés qui ont déstabilisé ces 25 et 26 avril le Mali, s'est rendu au chevet de blessés de ces assauts. Il a reconnu une situation «d'extrême gravité» pour le pays, appelant la population à ne pas céder à la «division».

Le chef du gouvernement malien Assimi Goïta s'exprime à la télévision nationale le 28 avril après une absence de trois jours, depuis les attaques lancées par des groupes armés terroristes contre le Mali.

Le chef du gouvernement malien Assimi Goïta, dont on ignorait le sort depuis les attaques sans précédent lancées par des groupes armés qui ont déstabilisé son régime, s'est rendu ce mardi 28 avril au chevet de blessés de ces assauts, selon des communiqués et photos publiés par la présidence malienne.

«Le plan funeste de l'ennemi a été déjoué avec la neutralisation d'un nombre important d'assaillants», a déclaré le chef de l'État lors d'un discours diffusé sur la chaîne publique malienne ORTM, assurant que «la situation (était) maîtrisée». Il a toutefois reconnu une situation d'«extrême gravité». Il a appelé la population à un «sursaut national» et à «s'ériger contre la division et la fracture nationale». «Le Mali a

besoin de lucidité et non de panique», a-t-il insisté.

«La désinformation peut devenir une arme au service des terroristes»

Assimi Goïta a exhorté les Maliens à «ne pas céder aux rumeurs et aux messages d'afollement, ni aux manipulations. Par les temps qui courent, la désinformation peut devenir une arme au service des terroristes.» Le général a salué la «synergie d'action au sein de la Confédération des États du Sahel» et remercié le partenariat «stratégique» avec la Russie.

La fébrilité règne au Mali trois jours après des attaques sans précédent des djihadistes du JNIM alliés aux indépendantistes touareg du Front de libération de l'Azawad (FLA). Ces derniers continuent d'avancer dans le nord face à un gouvernement plus affaibli que jamais et dans une «situation difficile», de l'aveu même de son allié russe.

L'absence et le silence du leader malien ont nourri ces derniers jours des spéculations sur sa capacité à se maintenir au pouvoir, alors que son ministre de la Dé-

fense, Sadio Camara, un des principaux responsables du régime, a été tué lors de l'une des attaques. Il était considéré comme l'architecte du rapprochement politique et militaire de ces dernières années avec la Russie. Le régime avait chassé les militaires français en 2022.

### La Russie réaffirme son engagement

Le mardi 28 avril, Assimi Goïta a reçu l'ambassadeur de Russie dans le pays, selon la présidence malienne qui a publié des photos de l'entretien. Les deux parties ont évoqué la situation actuelle, selon un communiqué de la présidence.

L'ambassadeur russe à Bamako, Igor Gromyko, a «réaffirmé l'engagement de son pays aux côtés du Mali dans la lutte contre le terrorisme», assurant que la «Russie sera toujours l'amie du Mali», selon ce texte. Le général a également rendu visite aux blessés civils et militaires pris en charge à l'hôpital de Kati, situé à une quinzaine de km de Bamako, et a souhaité «un prompt rétablissement» aux blessés, selon un autre communiqué de la présidence.

Après cette visite, la chaîne publique malienne ORTM a annoncé qu'Assimi Goïta allait s'adresser au pays mardi à 20H00 locales et TU dans le journal télévisé.

### Mettre en garde contre «un vaste plan de déstabilisation»

Dans son discours, Assimi Goïta a rappelé les lieux des attaques djihadistes, Bamako, Mopti, Gao et Kati. Cette ville-garnison a été visée samedi par une attaque des groupes armés, qui a fait au moins 23 morts civils et militaires, selon un nouveau bilan donné à l'AFP par une source hospitalière. Il a salué l'action des forces armées et de sécurité et assuré qu'un «nombre important» d'assaillants a été «neutralisé».

Des «opérations de rattachement» et de sécurisation se poursuivent et la situation «est rétablie» affirme-t-il. Le général a ensuite mis en garde contre «le vaste plan de déstabilisation» que constituent ces attaques «conçues et exécutées par des groupes armés terroristes et des sponsors internes et externes qui leur fournissent des renseignements et des moyens logistiques».

C'est dans l'attaque à Kati, menée par «un véhicule piégé conduit par un kamikaze», que le général Sadio Camara a été tué. Assimi Goïta s'est également rendu au domicile du général Camara pour présenter ses condoléances à sa famille.

### Une situation qui reste «difficile»

Dans une publication un

peu plus tôt sur les réseaux sociaux, le ministère russe de la Défense a estimé que les rebelles et djihadistes étaient en train de se regrouper et que la situation au Mali restait «difficile».

Le ministère a aussi confirmé que l'Africa Corps - des paramilitaires envoyés en appui du gouvernement malien - a dû se retirer de la ville-clé de Kidal (nord), dont les groupes armés se sont emparés le weekend dernier. Le Kremlin a dit également souhaité le retour «au plus vite» de la stabilité dans ce vaste pays sahélien, en proie depuis 2012 aux conflits et aux violences djihadistes.

Le 28 avril, le JNIM a menacé d'imposer un blocus sur les entrées de la capitale malienne Bamako, selon une vidéo d'un de leurs porte-paroles. «À partir d'aujourd'hui, un blocus est imposé à Bamako sur tous les axes», a déclaré dans la vidéo un des porte-paroles du JNIM, Bina Diarra. «La seule mesure de tolérance est accordée à ceux qui se trouvent déjà à Bamako pour leur permettre de repartir. En revanche, il est désormais interdit de s'y rendre jusqu'à nouvel ordre», a-t-il affirmé.

Tv5 monde



# Le pape Léon XIV en Afrique :

## Une tournée à forte portée spirituelle et géopolitique

**De l'Algérie à la Guinée équatoriale, le pape défend un message de paix et de justice sociale tous, en réaffirmant l'ancrage stratégique du Vatican sur un continent devenu central pour le catholicisme mondial**

Du 13 au 23 avril, le pape Léon XIV a effectué une tournée en Afrique, marquée par quatre étapes majeures : l'Algérie, le Cameroun, l'Angola et la Guinée équatoriale.

Dès le 13 avril, le souverain pontife a entamé ce déplacement présenté comme son premier voyage majeur depuis son élection en mai dernier. Cette tournée revêt à la fois une dimension pastorale, diplomatique et stratégique, illustrant la volonté du Saint-Siège de renforcer sa présence sur un continent en pleine recomposition géopolitique et religieuse.

En Algérie, il a été reçu par le président Abdelmadjid Tebboune, avant de rencontrer les autorités politiques, la société civile et le corps diplomatique. Le 15 avril, il s'est rendu au Cameroun où il a été accueilli par le président Paul Biya et a poursuivi ses échanges avec les acteurs institutionnels et civils. Le 18 avril, il a été reçu en Angola par le président João Lourenço. Enfin, le 21 avril, il a conclu son périple en Guinée équatoriale auprès du président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo.

Cette tournée s'inscrit dans la continuité des déplacements pontificaux sur le continent africain, après la visite du pape François en 2023. Elle intervient dans un contexte mondial marqué par des recompositions profondes, où l'Afrique s'affirme comme un pôle central du catholicisme, portée par une croissance démographique et religieuse soutenue. En choisissant ce continent pour sa première grande tournée, Léon XIV confirme une orientation stratégique visant à renforcer le poids du Sud global dans l'Église catholique.

### Un message de paix

De l'Algérie à la Guinée équatoriale, en passant par le Cameroun et l'Angola, le pape Léon XIV a construit un message articulé autour de la paix, de la justice et du dialogue.

En Algérie, il a affirmé que « Dieu souhaite la paix pour toutes les nations », rappelant que celle-ci ne se limite pas à l'absence de conflit mais constitue « l'expression de la justice et de la dignité ». Il a insisté sur le rôle du pardon, soulignant que « cette paix, qui permet d'envisager l'avenir avec un esprit réconcilié, n'est possible que par le pardon » et avertissant : « On ne peut pas ajouter du ressentiment au ressentiment, de génération en génération ».

Au Cameroun, il a appelé à une « paix désarmée », dénonçant les logiques de

guerre et de violence : « Le monde a soif de paix. [...] Assez de guerres, avec leur douloureux cortège de morts, de destructions, d'exilés ». Il a plaidé pour un dépassement des intérêts partisans au profit du bien commun.

En Angola, le pape a élargi son discours à la gouvernance politique, encourageant les responsables à accepter les divergences : « N'ayez pas peur de la dissidence [...] sachez gérer les conflits en les transformant en chemins de renouveau ». Il a également insisté sur la primauté du bien collectif.

Enfin, en Guinée équatoriale, il a appelé à une vision tournée vers l'avenir, exhortant à « avoir le courage de visions nouvelles et d'un pacte éducatif », et présentant la « cité de Dieu, cité de paix » comme une « promesse » et une « tâche ».

### Une tournée à forte portée politique

Le choix des pays visités illustre la diversité des défis africains : dialogue interreligieux en Algérie, recherche de stabilité au Cameroun, gouvernance et justice sociale en Angola et en Guinée équatoriale.

Cette séquence diplomatique confirme la dimension stratégique du déplacement pontifical. L'Afrique, riche en ressources mais confrontée à de fortes inégalités et tensions politiques, apparaît comme un espace central pour la diplomatie du Vatican.

### Algérie : dialogue interreligieux et appel à la solidarité mondiale

En Algérie, pays à majorité musulmane, la visite du pape s'inscrit dans une dynamique de dialogue interreligieux. Il a encouragé le pays à jouer un rôle dans les équilibres internationaux, affirmant : « Si vous savez dialoguer avec les aspirations de tout le monde et vous montrer solidaires avec les souffrances de nombreux pays... votre expérience pourra contribuer à imaginer et à instaurer une plus grande justice entre les peuples ».

Il a également dénoncé les déséquilibres du système international, évoquant « les violations constantes du droit international » et les « nouvelles tentations coloniales ». S'adressant aux autorités, il a rappelé que « la véritable force d'un pays réside dans la coopération de tout le monde à la réalisation du bien commun ». Enfin, il a alerté sur les crises en Méditerranée et dans le Sahara, déclarant : « Malheur à nous si nous en faisons des cimetières où meurt l'espérance! ».

Cameroun : gouvernance et lutte contre la corruption

Au Cameroun, dans un contexte marqué par des tensions politiques et sociales, le pape



a insisté sur la responsabilité des dirigeants. Il a appelé à « oser faire un examen de conscience et un saut qualitatif courageux », rappelant que « la transparence dans la gestion des ressources publiques et le respect de l'État de droit sont essentiels pour rétablir la confiance ».

Il a ajouté que « les institutions justes et crédibles deviennent des piliers de la stabilité », et que « l'autorité publique est appelée à être un pont, et jamais un facteur de division ». Il a également dénoncé la corruption, qualifiée de « chaînes qui défigurent l'autorité en la vidant de sa crédibilité », tout en soulignant les atouts du pays, notamment ses ressources humaines et culturelles.

### Guinée équatoriale : critique de l'économie mondiale

En Guinée équatoriale, le pape a dénoncé une « économie de l'exclusion » et les dérives de la mondialisation. Il a mis en garde contre l'usage des technologies à des fins de conflit, soulignant qu'elles « semblent conçues et utilisées principalement à des fins belliqueuses ».

Il a également condamné les logiques de domination, affirmant : « Dieu ne veut pas cela. Son Saint Nom ne peut être profané par la volonté de domination, l'arrogance et la discrimination ».

### La mission du Vatican en Afrique

Entre le IV<sup>e</sup> et le VII<sup>e</sup> siècle, l'Afrique du Nord constitue un centre majeur du christianisme antique. Après les conquêtes du VII<sup>e</sup> siècle, la présence institutionnelle chrétienne décline fortement, avant de réapparaître progressivement à la fin du XV<sup>e</sup> siècle avec les missions portugaises.

L'implantation durable du catholicisme intervient surtout au XIX<sup>e</sup> siècle dans le contexte colonial, marquant une structuration progressive de l'Église sur le continent.

Aujourd'hui, selon The Guardian, le choix de Léon XIV traduit une reconnaissance du rôle central de l'Afrique dans l'avenir du catholicisme. Le professeur Adriaan van Klinken souligne que « L'Afrique est le lieu de la vitalité, de la croissance et de l'avenir de l'Église », rappelant que près de 20 % des catholiques vivent sur le continent.

De son côté, John Pontifex

évoque une croissance rapide, avec la création de 14 nouveaux diocèses en une année et une augmentation de 7 millions de fidèles.

### Une présence constante du Vatican sur le continent

Depuis des années, le Vatican maintient une série de visites papales en Afrique, marquées par des contextes politiques, sociaux et religieux forts, reflétant l'importance croissante du continent pour l'Église catholique.

En 1969, le pape Paul VI effectue un déplacement historique en Ouganda, devenant le premier souverain pontife à fouler le sol africain. Il s'y rend notamment au sanctuaire des Martyrs de Namugongo, dans un contexte de reconnaissance des figures chrétiennes africaines.

En 1980, Jean-Paul II entame une vaste tournée africaine de onze jours, passant par six pays dont la DRC, le Kenya et le Ghana. Ce voyage marque un tournant diplomatique et spirituel, avec des appels à la justice sociale et au développement face aux crises économiques et politiques.

En 2009, le pape Benoît XVI visite le Cameroun et l'Angola. Il appelle à la réconciliation dans des pays encore marqués par les conflits armés, tout en suscitant des controverses liées à ses positions sur la lutte contre le VIH/Sida.

En 2015, le pape François se rend en Kenya, Ouganda et en République centrafricaine. À Bangui, il lance un appel à la paix dans un pays en guerre civile, affirmant que l'Afrique est « le continent de l'espérance ». Ces visites illustrent la continuité d'une diplomatie pontificale active en Afrique, entre message spirituel, enjeux humanitaires et réalités géopolitiques.

Le pape François, prédécesseur de Léon XIV, s'était déjà rendu à cinq reprises en Afrique, visitant dix pays avec des messages centrés sur la paix et la réconciliation.

Selon les données des Missionnaires d'Afrique, la congrégation est aujourd'hui présente dans 46 pays, avec environ 210 communautés, dont 26 en Afrique. Elle compte 1 063 missionnaires de 35 nationalités, avec une moyenne d'âge de 60,37 ans, illustrant à la fois son enracinement international et les défis du renouvellement.

Une lecture géopolitique critique

Certains analystes proposent une lecture différente des visites papales au Cameroun, estimant qu'elles ne se limitent pas à une portée strictement religieuse.

C'est notamment le cas de l'universitaire camerounais David Tonghou Ngong, qui, dans un article publié sur le site Africa Is a Country, soutient que ces déplacements interviennent souvent dans des contextes de fortes tensions politiques et peuvent être interprétés comme une forme de légitimation indirecte du pouvoir en place.

Cette analyse s'inscrit dans une critique plus large de ce qu'il qualifie de « néocolonialisme catholique », selon lequel le pouvoir réel ne résiderait pas dans les institutions locales mais à l'extérieur, tandis que les populations seraient maintenues dans l'illusion de contrôler leur destin.

Dans ce contexte, la visite annoncée de Léon XIV, sur fond d'élections contestées et de soupçons de fraude, est présentée comme une simple visite pastorale, malgré les appels du père Ludovic Lado demandant son annulation.

Le silence du Vatican face à ces inquiétudes est interprété par certains critiques comme un soutien moral implicite à un régime contesté, renforçant ainsi l'idée que ces déplacements pontificaux contribueraient, volontairement ou non, à consolider des pouvoirs autoritaires.

En 2023, le pape François a fait l'objet de vives critiques sur le continent africain après la publication de la déclaration Fiducia supplicans, qui autorise des bénédictions non liturgiques pour les couples de même sexe, sans reconnaître pour autant le mariage homosexuel au sein de l'Église.

Cette décision a suscité une forte opposition de plusieurs responsables ecclésiastiques africains, qui estiment que de telles bénédictions ne sont pas compatibles avec le contexte culturel et pastoral du continent et risquent de créer une confusion doctrinale.

Le cardinal Fridolin Ambongo, s'exprimant au nom de plusieurs conférences épiscopales africaines, a notamment déclaré que cette position du Vatican « ne peut pas être appliquée en Afrique sans provoquer un scandale pastoral et une rupture avec les fidèles », illustrant ainsi les profondes divergences entre Rome et une partie de l'Église africaine sur les questions liées à l'homosexualité.



# Citoyens togolais,

Conducteurs de poids lourds,

Les infrastructures routières sont un patrimoine commun que nous avons le devoir de protéger.

Les camions en surcharge détruisent précocement les routes. Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

**Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.**

**Message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)**